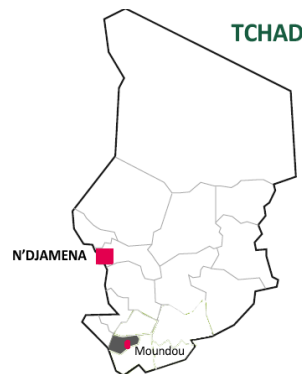




TCHAD - Les programmes en 2019



Projet Filière Cuiseurs Economes Phase 2



Moundou, Province du Logone Occidental, Tchad

Retrait progressif d'ID des fonctions clefs de la filière, augmentation des ventes de cuiseurs directement conclues par les producteurs et les revendeurs/ses, lancement de la production de biocombustibles au village de Tilo : l'année 2019 a été marquée par une plus grande synergie et une meilleure coordination entre tous les acteurs/trices de la filière cuiseurs économes à Moundou. Une filière qui, accompagnée et soutenue par ID cherche plus que jamais à allier développement économique et protection de l'environnement, en proposant de réduire la consommation domestique de bois dans un pays où plus de 90% des ménages sont dépendants du bois-énergie pour cuisiner.

- 12 formations en renforcement des compétences entrepreneuriales et organisationnelles organisées avec les acteurs en 2019
- 92% des acteurs de la filière satisfaits de l'accompagnement proposé par ID
- 13 associations féminines formées et accompagnées dans la réalisation de sensibilisations
- 32 sensibilisations quartiers organisées à Moundou et dans les zones rurales environnantes- 4 062 personnes sensibilisées aux avantages du foyer amélioré Lafia et à la lutte contre la déforestation.
- Hausse des ventes de 30% en 2019 : 1 500 cuiseurs économes diffusés en 2019, + de 5000 depuis 2015.



Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM).



Au Tchad, dans la ville de Moundou, le projet se déploie dans 13 quartiers :

- 6 quartiers pour une phase pilote ; Guelbé, Haoussa, Bornou, Mbomian, Guelkoura 1 et 2,
 - 7 quartiers pour la phase d'extension ; 15 ans 1 et 2, Gueldjem 1 et 2, Mbombaya, Djarabé 1, Baguirmi
 - 6 quartiers pour une phase pilote ; Guelbé, Haoussa, Bornou, Mbomian, Guelkoura 1 et 2,
 - 7 quartiers pour la phase d'extension ; 15 ans 1 et 2, Gueldjem 1 et 2, Mbombaya, Djarabé 1, Baguirmi
- 10 communes du département du Nord-Ouest**

L'année 2019 a été marquée par l'élaboration et la validation des différents outils du projet, le plan de gestion des déchets solides, le plan de communication, le plan de formation et le plan de gestion du curage.

Pour renforcer la mairie dans la gestion du service déchet, les acteurs du projet ont validé le financement d'une benne neuve de 12 m3. Celle-ci sera livrée en 2020. Avec l'acquisition de cette benne, le service pourra démarrer et l'évacuation des déchets vers la décharge finale sera assurée.

Au cours de l'année, la mairie a aussi octroyé deux parcelles de 600 m2 chacune pour la construction des aires de transit des ordures ménagères (ATOM).

L'exécution du plan de gestion du curage a démarré avec le curage en avril 2019. Cette opération a permis de curer environ 12 km de canaux engorgés par les déchets. Les femmes sont particulièrement actives et parties prenantes de l'activité.

Une campagne de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement a été initiée en avril, touchant 4388 ménages. Une campagne de promotion du service de collecte des déchets a été lancée en juin. Elle a permis de toucher 3986 ménages.

- **Assainissement pluvial : 1 plan de gestion du curage validé par le conseil municipal ; 11 organisations d'assainissement mobilisées pour le curage dont 385 personnes parmi lesquelles 137 femmes ; 12 km de canaux curés.**
- **Gestion des déchets : 2 parcelles de 600 m2 chacune accordées par la mairie pour la construction de 2 ATOM**
- **Information Education et Communication : 1 plan de communication validé ; 1 campagne de sensibilisation réalisée avec 28 animateurs, touchant 3488 ménages, soit 18132 personnes dont 10967 femmes (60%). Une campagne de promotion du service réalisée auprès de 3986 ménages.**
- **Renforcement de capacités : 1 plan de formation validé ; 8 formations réalisées auprès de 112 personnes bénéficiaires.**

Le développement local pour renforcer les collectivités locales et leur gouvernance KOMNAND III



République du Tchad, Commune de Moundou (Province du Logone Occidental)

La budgétisation participative conduite par les cadres de concertation dans les 4 arrondissements de la ville de Moundou permet le lancement des microprojets de développement local.

- **4 CDA et 1 CCC reconnus par arrêté municipal**
- **4 PDA développés via un processus de budget participatif (363 participants dont 92 femmes consulté.e.s)**
- **8 actions de Renforcement des capacités de la Commune de Moundou et des cadres de concertation sur la planification participative, la maîtrise d'ouvrage communale, le rôle d'un cadre de concertation, la décentralisation, la fiscalité locale, l'aménagement du territoire etc.**
- **1473 personnes, dont 403 femmes, sensibilisées à la citoyenneté, la décentralisation, le développement local et les plans de développement d'arrondissement**
- **17 OSC de niveau régional regroupé au sein d'un Groupe de Travail Thématique**
- **Sept focus group, trois débats thématiques et 7 émissions radio en faveur du dialogue OSC / élus**
- **Volet santé : 3 salles d'observation construites dans un centre de santé et une maternité / rénovation d'un bâtiment pour en faire un centre de santé**
- **Volet eau : 12 PMH neuves ont été installées et 82 PMH en pannes ont été réhabilitées**
- **Volet accessibilité : 36 rampes d'accès aux bâtiments publics pour les personnes en situation de handicap ou mobilité réduite.**

Consolidation du Service Public de l'Eau dans le Sud du Tchad et amélioration de l'Accès à l'Assainissement et à la Gestion des Boues à Moundou



Le volet « consolidation du service public de l'eau » s'inscrit dans les régions où travaille la Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion (CCAG) : le Logone Occidental, le Logone Oriental, la Tandjilé, le Mandoul et le Moyen Chari. Le volet assainissement concerne la ville de Moundou, deuxième ville du pays et chef-lieu de la Région du Logone Occidental, dont la population s'élève à environ 200 000 habitants.

Le programme a démarré en 2017 pour une durée de 3 ans. Sur le volet Eau, La CCAG accompagne environ 50 Adduction d'Eau potable. En 2019, plusieurs activités ont été mises en œuvre :

- La mobilisation des bénéficiaires autour de la question d'eau potable à travers des sessions de formation,
- La réorganisation du dispositif de maintenance afin de trouver des solutions durables et efficaces aux problèmes de pannes récurrents,
- L'appui à la mutualisation de fonds de renouvellement des équipements et les fonds de maintenance dans chaque sous-fédération des AUE pour permettre de pérenniser le service public de l'eau à long terme,
- Le lancement de l'ensemble des travaux sur les réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable,

Sur le volet assainissement, en 2019, 20 latrines ont été subventionnées, ce qui donne un total de 89 latrines subventionnées sur toute la durée du projet. Les activités de sensibilisations dépassent largement les prévisions et 18 499 personnes ont ainsi été touchées en 2019 à travers 144 séances de sensibilisation, ce qui totalise 49 770 personnes touchées depuis le début du projet.

Volet Eau :

- **17 AUE sont accompagnées et formées à la vie associative et gestion comptable,**
- **36 relais communautaires sont renforcés dans leurs activités ;**
- **17 AUE formées en gestion commerciale de l'eau, touchant 51 participants (exploitants) ;**
- **2 extensions et 6 réhabilitations des AEP ont été finalisées, pour 1 208 ml d'extension de réseaux d'eau réalisés, et 5 quartiers alimentés ;**
- **6 systèmes de chloration ont été mis en place,**

Volet assainissement :

- **19 clubs d'hygiène-assainissement ont été créés dans les établissements scolaires,**
- **Formation de 25 clubs d'hygiène dans les Eglises et Mosquées,**
- **144 séances de sensibilisation ont été réalisées touchant 18 499 personnes, toutes catégories confondues,**
- **20 latrines vendues,**
- **2 entreprises de vidangeurs sont formées et dotées en équipements de protection individuelle,**
- **15 ménages ont fait la vidange de leurs latrines au cours du premier trimestre 2019 ;**
- **4 plans d'action de lutte contre la DAL et de la promotion d'assainissement ont été élaborés et mis en œuvre.**



Devenir opérateur de projets en lien étroit avec des ministères, dans un contexte tendu pour les ONG internationales qui font face à des modifications législatives impactant directement les actions, est un véritable défi pour ID.

Un contexte pays difficile mais qui n'a pas freiné l'avancée des projets

Crise économique et sociale, grèves de longue durée à la Mairie de Moundou, principale partenaire dans la mise en œuvre des programmes PLIM et Kommand, crise sécuritaire aussi, avec la recrudescence constatée des actes perpétrés par Boko Haram dans la région du Lac Tchad et l'existence de rébellions armées dans le nord du pays, l'année 2019 n'a pas été assez favorable pour ID au Tchad.



Les actions, en particulier, dans le secteur de l'hygiène et de l'assainissement et du développement local ont été largement impactées par la grève de longue durée à la Mairie de Moundou, principale partenaire dans la mise en œuvre des programmes PLIM et Kommand.

Suite à une polémique entre les ONG et l'État Tchadien sur la base d'un dispositif qu'a mis en place le ministère de l'économie, de la planification et du développement concernant l'application du décret 1917 et 1918 relatifs aux ONG, deux projets soumis au financement de l'UE n'ont pas eu de suite jusqu'en fin d'année. Si cette position de l'UE et de l'État tchadien ne change pas, ID pourra sentir négativement les effets à cause de ses projets qui prendront fin en 2020-2021. En effet, ID devra monter des projets et trouver des sources de financement et l'UE est l'un des grands bailleurs au Tchad.

En revanche, il y a une lueur d'espoir sur le plan économique. L'abattoir moderne construit à Moundou sera inauguré en 2020. Bien que les viandes issues de cet abattoir seront exportées, son existence à Moundou mettra un coup de pression pour rendre opérationnel la centrale à gaz qui est en chantier pour servir d'énergie ; prioritairement les usines dans la zone de Moundou.

Un nouveau positionnement d'opérateur pour ID

ID intervient également comme prestataire de mise en œuvre pour le compte des ministères de l'Education Nationale pour le PAQEPP et Eau-Environnement-Pêche pour le PLIM. Ces contrats obligent à entrer en dialogue avec des acteurs de niveau central, en adoptant de nouvelles réflexions comme la problématique de la dissémination des actions phares dans tout le système ou la prise en compte approfondie des modes de travail, de décision, des directives ministérielles... Un apprentissage qui permet aussi d'ancrer au mieux nos projets dans les politiques publiques mais aussi d'influencer au niveau national les orientations et les stratégies. Une façon de donner une envergure nationale à des problématiques locales. Les contrats d'opérateur pour ID sur le PLIM et le PAQEPP permettent aussi à ID de s'imprégner des réalités parfois liées à la difficile collaboration qui peut exister entre les ONG comme ID et les institutions de l'Etat. Ce rapport a parfois des impacts en termes de retard sur le calendrier de mise en œuvre des activités.

La diversification des partenariats pour un meilleur ancrage

Intervenant en partenariat avec des acteurs de la société civile (Union des Femmes pour la Paix, PADIESE, AGIR), avec le secteur privé souvent informel (forgerons, vidangeurs...), mais aussi avec les acteurs institutionnels au niveau déconcentré (mairies, inspections pédagogiques, délégation au développement rural ...), ID mise sur une diversité d'acteurs du territoire pour mener à bien les activités.

Quels sont les partenaires privilégiés d'ID dans ce pays? pourquoi travailler spécifiquement avec ces types de partenaires ?

- La société civile surtout sur la base d'une expertise spécifique complémentaire et culturellement adaptée, en responsabilité souvent ou parfois en accompagnement sur des activités importantes.

Elle facilite le déblocage de certaines situations sur le terrain en cas de mésentente ou conflit du fait de leur couleur société civile. Ces acteurs se rendent souvent disponibles pour les séances de travaux et apportent un appui intéressant dans l'identification des nouveaux projets, nouvelles thématiques d'intervention et dans la mobilisation d'acteurs.

- UFEF : partenaire sur 2 projets : droits des femmes/mobilisation sociale/implication des femmes
- PADIESE : partenaire de mise en œuvre en responsabilité sur le PAQEPP pour la zone de N'Djamena
- AGIR : sur l'eau et ayant un mandat du MEEP



- Des acteurs institutionnels pour un ancrage dans les politiques publiques, une dissémination de nos actions et un « portage politique » des actions et innovations.

- La Mairie de Moundou qui devient un partenaire fort dans le cadre d'une convention de partenariat signée entre les deux parties à la suite d'un vote en conseil municipal touchant presque tous les secteurs sur lesquels ID travaille ; un outil de renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale,

- Les inspections pédagogiques,

- Le CDFCEP (Centre Départemental de Formation Continue des Enseignants du Primaire),

- Le MENPC (Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique) et le MEEP (Ministère de l'Eau de l'Environnement et de la Pêche) : une grande nouveauté pour ID ; travailler avec des acteurs institutionnels au niveau national

- Des entrepreneurs privés/appui au secteur privé, petits entrepreneurs souvent informels :

- Forgerons ;

- Entreprise de vidange et compost ;

- Entreprise de construction sur la filière latrine ;

- Opérateurs de collecte des déchets.

Quelles sont nos attentes par type de bénéficiaires ?

- Autonomie des acteurs pour la pérennisation des résultats et des nouvelles initiatives afférentes ;
- Responsabilisation dans la complémentarité de mise en œuvre des projets (forgerons, inspections et associations des parents d'élèves (APE) des écoles)

Pour la société civile :

Responsabilisation sur les activités, autonomie de gestion et d'organisation

Pour les institutions :

Accompagnement dans la planification, la mise en œuvre des activités si nécessaire et surtout faciliter l'ancrage d'ID dans les différents secteurs d'intervention. Ils doivent aussi appuyer ID dans le règlement des différends, dans les démarches administratives en de sollicitation etc.